



Commission  
européenne

## Examen de la mise en œuvre de la politique environnementale de l'UE: faits marquants

# France



«La législation environnementale de l'Union européenne a des incidences positives sur la vie des citoyens, mais les règles ne fonctionnent que si elles sont effectivement appliquées. Cette législation contribue à améliorer la qualité de l'eau et de l'air, à augmenter les taux de recyclage et à protéger la nature, pour ne citer que quelques-uns de ses bénéfices. En outre, d'importants avantages économiques en découlent. Cette législation ne peut toutefois être efficace que si elle est mise en œuvre. C'est ici que l'examen de la mise en œuvre de la politique environnementale (EIR) intervient: cet examen fait partie de notre réponse aux citoyens, qui souhaitent que l'Union européenne s'assure de la bonne application de la législation environnementale dans leurs pays.»

**Karmenu Vella**

*Membre de la Commission européenne chargé de l'environnement, des affaires maritimes et de la pêche.*



### Profil national de la France

La France est un pays politiquement centralisé qui délègue plusieurs compétences environnementales aux niveaux régional et local tout en maintenant l'évaluation de l'impact environnemental au niveau national. Récemment (août 2015), la loi «NOTRe» (loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République française) a octroyé plus de compétences relatives au développement durable au niveau régional (déchets, énergies renouvelables, mobilité, aménagement du territoire, etc.).

- élaborer des plans de gestion des déchets sur l'ensemble de son territoire;
- réduire le pourcentage de déchets incinérés et mis en décharge et augmenter la réutilisation et le recyclage afin de créer davantage d'opportunités commerciales.

### Principaux défis

Les trois principaux défis rencontrés par la France dans la mise en œuvre de la politique et de la législation environnementales de l'UE sont les suivants:

- améliorer la qualité de l'air en adoptant une action rapide, efficace et tournée vers l'avenir afin de parvenir aux valeurs limites de pollution atmosphérique déterminées par l'UE;
- mettre en œuvre les mesures nécessaires pour améliorer la qualité de l'eau, notamment en diminuant la pollution par les nitrates;
- protéger efficacement la biodiversité en s'assurant de l'application de la législation sur la protection des habitats et des espèces.

### Opportunités

La France pourrait obtenir de meilleurs résultats dans les domaines qui disposent déjà d'une solide base de connaissances et de bonnes pratiques. Il s'agit notamment de:

- encourager l'abandon du diesel pour les véhicules à moteur, notamment via la taxation;

### Pôles d'excellence

Alors que la France fait figure de bon élève dans la mise en œuvre de la politique environnementale, elle pourrait mieux partager ses approches innovantes avec les autres pays. Parmi les bons exemples figurent:

- de bonnes capacités administratives (par exemple: des organismes de contrôle spécialisés dans la protection de l'environnement et une autorité environnementale participant à l'évaluation des plans et des programmes);
- la trame verte et bleue visant à créer un réseau de corridors et de réservoirs de biodiversité;
- des outils de gouvernance innovants et participatifs destinés à protéger la biodiversité, comme les structures dédiées à Natura 2000 (un comité directeur composé de parties prenantes locales et doté d'un plan de gestion particulier) et la politique des parcs naturels régionaux (PNR) pour protéger l'environnement tout en garantissant le développement durable des activités humaines.

## À propos de l'examen de la mise en œuvre de la politique environnementale

Les Européens souhaitent que les décisions communes soient suivies d'une mise en œuvre rapide et efficace. Une faible mise en œuvre entraîne d'importants coûts pour la société, l'économie et l'environnement et crée des conditions de concurrence inégales pour les entreprises. Plus de 75 % des citoyens européens estiment que la législation européenne en matière d'environnement est nécessaire pour protéger l'environnement dans leur pays, et près de 80 % conviennent que les institutions européennes devraient pouvoir contrôler que la bonne application de la législation environnementale dans leur pays.

Dans l'Examen de la mise en œuvre de la politique environnementale (EIR), la Commission européenne analyse les principaux défis et les principales opportunités relatives à la législation et aux politiques européennes en matière d'environnement dans chaque État membre. Les conclusions sont publiées tous les deux ans dans des rapports par pays succincts mais complets. Ces rapports sont destinés à encourager un débat positif sur les défis communs en matière d'environnement pour l'UE et sur les manières les plus efficaces de combler les principales lacunes dans la mise en œuvre et d'améliorer les performances environnementales de chaque État membre. Ils s'appuient sur des rapports de mise en œuvre plus détaillés recueillis ou publiés par la Commission au titre de la législation environnementale spécifique ainsi que sur des rapports sur l'état de l'environnement de l'Agence européenne pour l'environnement. Les rapports EIR ne remplaceront pas les instruments spécifiques destinés à garantir la conformité avec les obligations juridiques de l'UE. Le changement climatique n'a pas été abordé dans le premier rapport.

Cette fiche d'information présente les faits marquants du rapport par pays de l'EIR pour la France.

## Vers une économie circulaire

La transformation de nos économies linéaires en économies circulaires permet de les réinventer et de les rendre plus durables et compétitives. Cette évolution stimulera les investissements et apportera des avantages à court et à long terme pour l'économie, l'environnement et les citoyens.

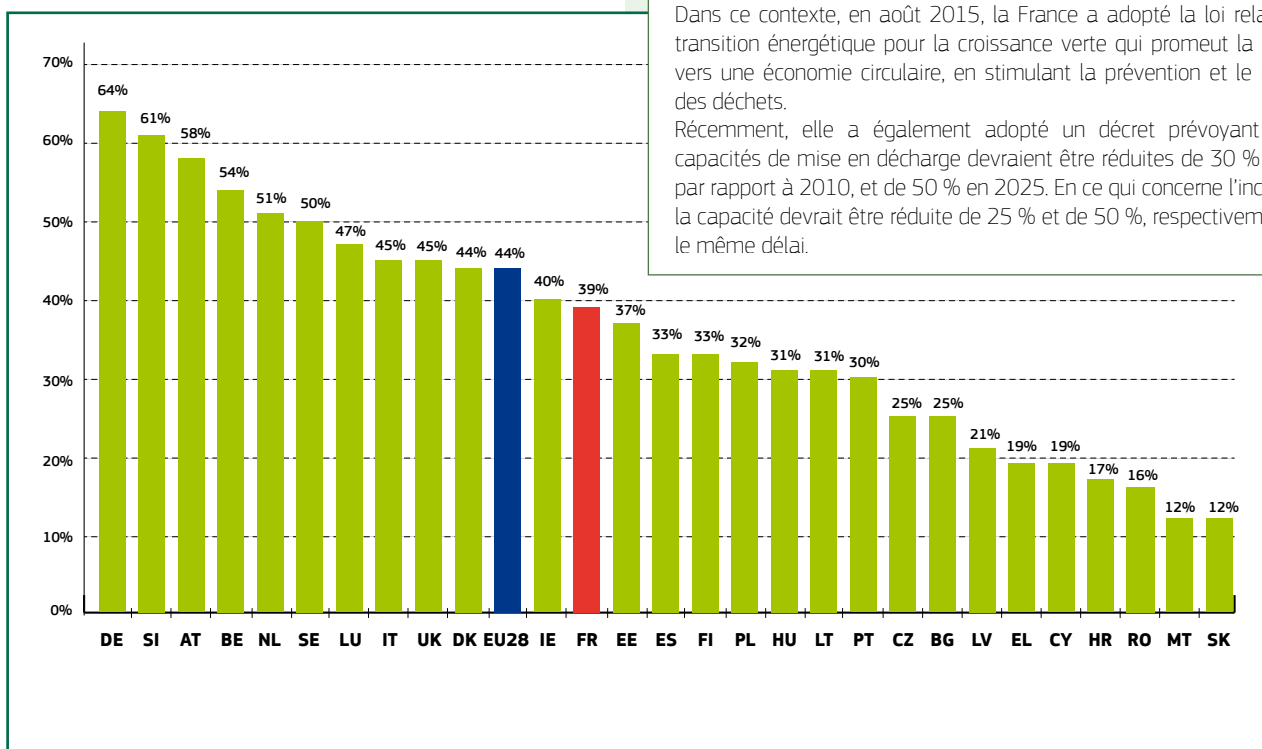
La France obtient des résultats supérieurs à la moyenne européenne en termes de productivité des ressources (efficacité avec laquelle l'économie utilise les ressources matérielles pour produire de la richesse), avec 2,8 euros/kg (la moyenne de l'UE est de 2 euros/kg) en 2015. Depuis 2007, le pays a connu une augmentation modeste mais stable de la productivité des ressources.

Le gouvernement central français a fortement encouragé le développement des éco-industries, l'éco-innovation et l'économie circulaire au cours des dernières décennies en déployant un certain nombre d'initiatives et de programmes politiques afin de soutenir les programmes d'éco-innovation et de R&D, dont l'économie circulaire. Ces mesures stratégiques complètent les programmes de soutien mis en place, y compris ceux qui ne sont pas entièrement consacrés à l'éco-innovation mais qui visent l'innovation dans son ensemble.

### Gestion des déchets

Avec un taux de recyclage de 38 % en 2013 et une progression de 2,5 % depuis 2010, la France devrait atteindre son objectif européen de 50 %. Cependant, elle dépend toujours trop de l'incinération. De même, la mise en décharge représente encore 26 % de tous les déchets municipaux, malgré une baisse de 32 % en quantités absolues enfouies entre 2007 et 2014. Dans ce contexte, en août 2015, la France a adopté la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte qui promeut la transition vers une économie circulaire, en stimulant la prévention et le recyclage des déchets.

Récemment, elle a également adopté un décret prévoyant que les capacités de mise en décharge devraient être réduites de 30 % en 2020 par rapport à 2010, et de 50 % en 2025. En ce qui concerne l'incinération, la capacité devrait être réduite de 25 % et de 50 %, respectivement, dans le même délai.



Taux de recyclage des déchets municipaux en % en 2014



©iStockphoto/LVINUS

## Milieu marin

En 2014, la France a mis en place un programme de surveillance pour ses eaux marines. Toutefois, à l'exception des déchets marins et du bruit sous-marin, ce programme de surveillance doit inclure un cadre pour suivre les progrès vers un bon état écologique et les objectifs environnementaux.

## Protection de la nature

Le principal défi de la France en ce qui concerne la mise en œuvre de Natura 2000 consiste à garantir un financement approprié, à partir des fonds national et européen, et à œuvrer en faveur d'une meilleure intégration entre la nature et les politiques agricoles. Outre le fait que les régions s'occuperont désormais des questions de biodiversité et seront chargées de mettre en œuvre les fonds européens, la récente réorganisation territoriale en France créera des défis et des opportunités

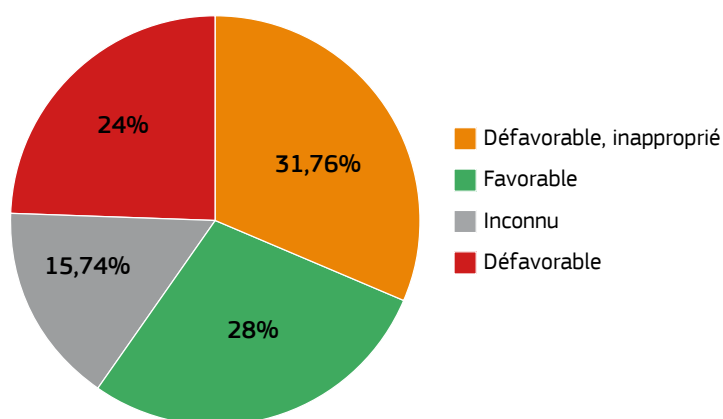
## Qualité et gestion de l'eau

La plus grande menace qui pèse sur les eaux de surface françaises est la pollution diffuse qui touche 39 % des plans d'eau. Certains progrès ont été réalisés pour lutter contre la pollution de l'eau par les nitrates due aux sources agricoles et à l'eutrophisation.

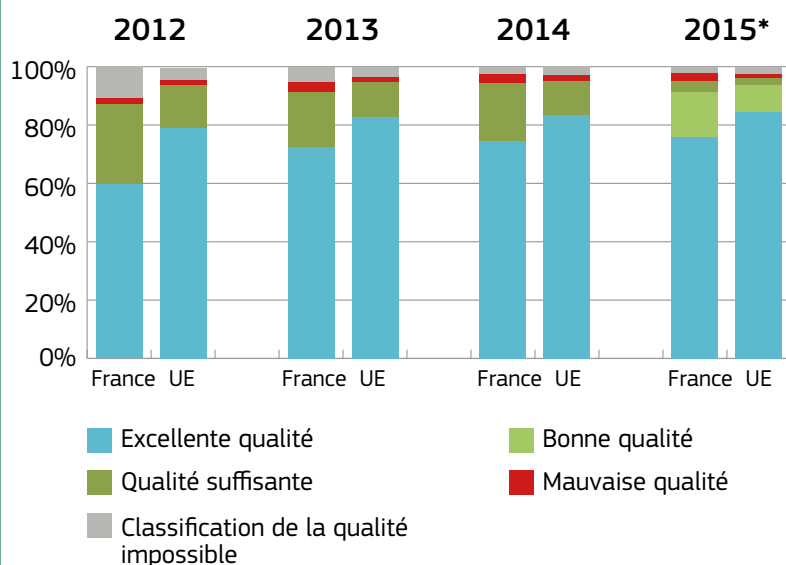
En ce qui concerne l'eau potable, la France obtient d'excellents taux de conformité de 99-100 % pour les paramètres microbiologiques, chimiques et indicateurs énoncés dans la directive sur les eaux destinées à la consommation humaine.

En 2015, sur les 3 355 eaux de baignade en France, 76,0 % étaient d'excellente qualité, 15,1 % de bonne qualité et 4,2 % de qualité suffisante. 95 eaux de baignade étaient de mauvaise qualité ou non conformes, tandis qu'il n'était pas possible d'analyser les 63 restantes.

État de conservation des espèces protégées en 2013 - France



Qualité des eaux de baignades 2012-2015



\* La catégorie «bonne qualité» a été introduite dans le rapport 2015 sur les eaux de baignade.

## Pollution atmosphérique et encombrement de la circulation

En France, l'émission de plusieurs polluants atmosphériques a diminué (oxydes de soufre, composés organiques volatils). Pour 2014, des dépassements supérieurs aux normes européennes de qualité de l'air ont été enregistrés en ce qui concerne les concentrations de dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) dans 19 zones de mesure de la qualité de l'air et les matières particulaires (PM<sub>10</sub>) dans 17 zones.

Il convient de noter que le dépassement des plafonds actuels pour les oxydes d'azote s'explique en partie par les émissions réelles de ces polluants par les véhicules à moteur diesel.

## Pollution atmosphérique dans les zones urbaines

Bien que des améliorations aient été constatées pour plusieurs polluants atmosphériques, la qualité de l'air en France est toujours très préoccupante. Même si des réductions considérables des émissions d'oxyde d'azote (55 %) ont été enregistrées, elles dépassent toujours de 9 % le plafond européen actuel. Les émissions actuelles de ces polluants issus des véhicules diesel expliquent partiellement ce taux.

## Fiscalité environnementale

Dans son budget 2016, la France a continué à augmenter la fiscalité environnementale. La taxe carbone récemment adoptée passera de 14,5 à 22 euros/tCO<sub>2</sub> en 2016 et à 30,5 euros/tCO<sub>2</sub> en 2017, le but étant de parvenir à 56 euros/tCO<sub>2</sub> en 2020 et à 100 euros/tCO<sub>2</sub> en 2030. En outre, l'écart de taxation entre le diesel et l'essence sera encore réduit (ce qui a également été souligné dans l'examen des performances environnementales de la France 2016 publié par l'OCDE).

La France comble son écart par rapport à la moyenne européenne en termes de fiscalité environnementale, même si des améliorations doivent encore être apportées.

## Gouvernance efficace et connaissances

En ce qui concerne l'évaluation de l'impact environnemental des plans et programmes, la France a récemment revu sa législation sur l'organisation régionale de l'autorité de consultation dotée de responsabilités environnementales



©Stockphoto/dennisvdw

afin de l'aligner avec la législation européenne. Un organisme représentant l'autorité environnementale nationale sera mis en place dans chacune des 13 régions. Ces organismes fonctionneront indépendamment des autorités publiques chargées d'approuver les programmes susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement.

En ce qui concerne l'accès à la justice, le système français de recours administratif/contrôle juridictionnel dans le domaine environnemental repose sur un ensemble de règles claires qui garantissent la sécurité juridique pour les parties potentielles à un procès en termes de prévisibilité et de transparence des règles liées à l'accès à la justice. Toutefois, les coûts liés aux procédures judiciaires restent élevés, notamment en raison de la représentation juridique obligatoire devant les principales juridictions.

Le rapport complet par pays sur la France, les 27 autres rapports par pays, ainsi que la communication «L'examen de la mise en œuvre de la politique environnementale 2016: défis communs et efforts conjoints pour parvenir à de meilleurs résultats» sont disponibles ici:  
[http://ec.europa.eu/environment/eir/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/environment/eir/index_en.htm)

Février 2017